

n'osons pas penser sérieusement à la lutte contre Hitler. C'est pourquoi « nous ne craignons pas ». Vous ne craignez pas quoi : la lutte contre Hitler ? Non, ils ne craignent pas... la victoire de Hitler. Ils ne craignent pas d'éviter le combat. Ils ne craignent pas d'avouer leur propre couardise. Honte, mille fois honte !

Dans une de mes brochures précédentes, j'écrivis que la bureaucratie stalinienne veut tendre à Hitler un piège... sous la forme du pouvoir d'état. Les scribouillards qui vadrouillent de Münzenberg à Ullstein et de Mosse à Münzenberg déclarèrent immédiatement : « Trotsky calomnie le Parti communiste ». N'est-il pas clair : par haine pour le communisme, par aversion pour le prolétariat allemand, par désir passionné de sauver le capitalisme allemand, Trotsky attribue à la bureaucratie stalinienne un plan de capitulation. En réalité, je n'ai fait que formuler brièvement le discours programmatique de Rémélé et l'article théorique de Thaelmann. Où est donc la calomnie ?

Thaelmann, ainsi que Rémélé restent, cependant entièrement fidèles à l'évangile de Staline. Rappelons encore une fois ce qu'envisageait Staline en automne 1923 quand, en Allemagne, tout reposait, comme aujourd'hui, sur le tranchant du couteau : « Les communistes doivent-ils tendre (au stade actuel) — écrit Staline à Zinoviev et à Boukharine — de s'emparer du pouvoir sans la social-démocratie ? Sont-ils déjà mûrs pour cela ? c'est là que réside, à mon avis, la question... Si aujourd'hui, en Allemagne, le pouvoir tombait, pour ainsi dire, et que les communistes le ramassent, ils s'écrouleront avec fracas. Ceci dans le « meilleur » des cas. Et dans le pire des cas — ils seront pulvérisés et rejetés en arrière... Bien entendu, les fascistes ne dorment pas, mais nous avons intérêt à ce qu'ils attaquent les premiers : cela groupera toute la classe ouvrière autour des communistes... A mon avis, il faut retenir les Allemands et non les encourager ».

Dans sa brochure sur « la grève de masses », Langner écrit : « L'affirmation (de Brandler) que la lutte en octobre (1923) aurait abouti à « une défaite décisive » n'est pas autre chose qu'une tentative de farder les erreurs opportunistes et la capitulation opportuniste sans combat. » (page 101). Très juste. Mais qui fut donc l'initiateur de « la capitulation sans combat » ? Qui « retenait » au lieu d'« encourager » ? En 1931, Staline ne fait que développer sa formule de 1923 : que les fascistes prennent le pouvoir, ils ne feront que nous frayer le chemin... Il est bien entendu, moins dangereux de s'en prendre à Brandler qu'à Staline : les Langner le savent très bien...

Il est vrai que, dans ces deux derniers mois — non sans une influence décisive des protestations venant de gauche — un certain chan-

gement s'est produit : le Parti communiste ne dit plus qu'Hitler doit arriver au pouvoir pour être vite épuisé ; il accentue maintenant plus le côté opposé de la question : il ne faut pas remettre la lutte contre le fascisme jusqu'à l'arrivée de Hitler au pouvoir ; il faut mener la lutte maintenant en dressant les ouvriers contre les décrets de Brüning, en élargissant et en approfondissant la lutte sur le terrain économique et politique. C'est parfaitement juste. Tout ce qui est dit, dans ces limites, par les dirigeants du Parti communiste, est incontestable. Ici, pas de divergences entre nous. Mais il reste, néanmoins, la question principale : comment passer des paroles aux actes ?

La majorité écrasante des membres du Parti et une partie importante de l'appareil — nous n'en doutons nullement — veulent sincèrement la lutte. Mais il faut bien regarder la réalité en face : cette lutte n'existe pas, on ne la voit pas venir. Les décrets Brüning sont passés impunément. La trêve de Noël n'a pas été violée. La politique des grèves partielles improvisées n'a pas donné, selon les comptes rendus de la presse communiste elle-même, de sérieux succès. Les ouvriers le voient. On ne peut pas les convaincre par des vociférations.

Le Parti communiste rejette la responsabilité de la passivité des masses sur la social-démocratie. Historiquement, cela est incontestable. Or, nous ne sommes pas des historiens, mais des militants révolutionnaires. Il ne s'agit pas d'investigations historiques mais de la recherche d'une issue.

Le S. A. P. qui, au début de son existence, posait la question de la lutte contre le fascisme (surtout dans les articles de Rosenfeld et de Seydewitz) d'une façon formelle, en faisant coïncider la contre-attaque avec le moment de l'arrivée de Hitler au pouvoir, a fait un certain pas en avant. Sa presse demande maintenant qu'on commence la résistance au fascisme immédiatement, en dressant les ouvriers contre la famine et le joug policier. Nous reconnaissons volontiers que le changement dans la position du S. A. P. s'est produit sous l'influence de la critique communiste : une des tâches du communisme consiste précisément à pousser en avant le centrisme par la critique des hésitations de ce dernier. Mais cette critique seule est insuffisante : il faut utiliser politiquement les fruits de cette critique en proposant au S. A. P. de passer des paroles aux actes. Il faut soumettre le S. A. P. à une épreuve pratique publique et précise : non pas par des commentaires de citations isolées, — c'est insuffisant, — mais par la proposition de se mettre d'accord sur les moyens pratiques déterminés de la résistance. Si le S. A. P. révèle sa faillite, l'autorité du P. C. sera rehaussée d'autant, et le parti intermédiaire sera d'autant plus vite liquidé. Qu'y a-t-il à craindre ?

Il est, cependant, faux d'affirmer que le S. A. P. ne veut pas lutter sérieusement. Il y a dans son sein différentes tendances. Aujourd'hui, dans la mesure où tout se réduit à la propagande abstraite pour le front unique, les contradictions internes sont refoulées. Lors du passage à la lutte, elles surgissent à la surface. Seul le Parti communiste peut en profiter.

Mais il reste encore la question principale, celle du Parti social-démocrate. S'il rejette les propositions pratiques acceptées par le S. A. P., cela crée une nouvelle situation. Les centristes qui voudraient rester entre le P. C. et la social-démocratie, se plaindre de l'un et de l'autre et se renforcer au compte de tous les deux (une telle philosophie est développée par Urbahns) resteraient vite suspendus en l'air parce qu'il serait vite démontré que la lutte révolutionnaire est sabotée précisément par la social-démocratie. N'est-ce pas là un avantage sérieux ? Les ouvriers du S. A. P. se tourneraient à partir de ce moment, et d'une façon décisive, vers le Parti communiste.

Mais le refus de Wels et Cie d'accepter le programme d'action adopté par le S. A. P. ne passerait pas impunément pour la social-démocratie, elle non plus. Le *Vorwärts* se-

rait privé aussitôt de la possibilité de se plaindre de la passivité du Parti communiste. L'attraction des ouvriers social-démocrates vers le front unique augmenterait aussitôt ; et cela équivaldrait à l'attraction vers le Parti communiste. N'est-ce pas clair ?

A chacune de ces étapes et de ces tournants, le Parti communiste trouverait de nouvelles possibilités. Au lieu de répéter d'une façon monotone les seules et mêmes formules toutes faites devant un auditoire toujours le même, le Parti communiste trouverait la possibilité d'entraîner dans le mouvement des couches nouvelles, de les instruire sur la base d'une expérience vivante, de les tremper et de consolider son hégémonie dans la classe ouvrière.

En même temps, le Parti communiste ne doit pas, bien entendu, renoncer à la direction indépendante des grèves, des démonstrations, des campagnes politiques. Il garde l'entière liberté d'action. Il n'attend personne. Mais sur la base de son action, il mène une politique active de manœuvre par rapport aux autres organisations ouvrières, il détruit les cloisons conservatives au sein des ouvriers, il met à nu les contradictions du réformisme et du centrisme, il pousse en avant la cristallisation révolutionnaire au sein du prolétariat.

